
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59128

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

commission Maschke (du nom de son directeur), dont les résultats ont été publiés en 22 volumes, avant 1974².

La légèreté des méthodes d'investigation du journaliste canadien, est mise en évidence de façon telle, par Albert E. COWDREY (p. 78 à 92), qu'elle ferait presque regretter l'intérêt porté à un tel falsificateur de l'histoire, si ses écrits n'avaient hélas rencontré le support des médias et un possible écho dans l'opinion mal informée: voici un pseudo-chercheur qui tient pour actes de décès d'un million de prisonniers leur recension dans les documents américains sous la rubrique *other losses*, alors que celle-ci désigne des prisonniers rayés des listes de détenus par les Américains, non pour cause d'élimination physique, mais de transfert entre les mains d'autres détenteurs, essentiellement les Français, sur les listes desquels le véritable historien peut les retrouver, nombre pour nombre, pour peu qu'il se donne la peine de les consulter dans les dépôts d'archives où elles sont aujourd'hui conservées.

Les auteurs dénoncent en outre, à bon droit, l'absence totale d'esprit historique d'une analyse qui ne tient aucun compte du contexte ou en nie les données les plus évidentes. Ainsi, pour mieux accuser Eisenhower d'avoir laissé systématiquement mourir de faim les prisonniers allemands, Bacque prétend-il inexistantes les énormes pénuries alimentaires dont souffre alors toute l'Europe, y compris la masse des «personnes déplacées», dont les vainqueurs de la guerre ont aussi la charge. Les quelque 50 000 décès effectivement survenus, sans doute, dans les tristement célèbres «prairies du bord du Rhin» (camps provisoires où furent rassemblés pendant les semaines de la fin de la guerre les milliers d'Allemands capturés à l'ouest, très semblables à ceux où furent entassés en juin 1940 les centaines de milliers de Français captifs de la Wehrmacht) sont évidemment imputables à ces difficultés générales de ravitaillement et non à l'esprit de vengeance anti-allemand du chef suprême des armées alliées en Europe. Que les prisonniers des anciennes armées du Reich n'aient pas bénéficié d'une priorité dans l'accession aux secours alimentaires venus d'outre Atlantique, après la découverte, par les mêmes Américains, des charniers de Dachau et Buchenwald, n'est pas surprenant; de là à accuser Eisenhower de génocide, le pas est gros, pour ne pas dire monstrueux.

Or, BISCHOF montre que là est bien l'objectif de Bacque. Inventer, dans une perspective révisionniste, un génocide américain qui puisse balancer et relativiser le génocide – lui hélas bien véritable – perpétré par l'Allemagne nazie à l'encontre des juifs et autres tziganes.

La réaction provoquée par ce livre scandaleux aura au moins eu le mérite de susciter un nouvel intérêt pour l'histoire des prisonniers de guerre, à l'échelle internationale. En octobre 1992, à l'initiative de Bischof et Ambrose, quelques historiens spécialistes (dont l'auteur de ce compte rendu) venus des Etats-Unis, d'Allemagne, du Canada, d'Autriche, d'URSS et de France ont mis sur pied un Groupe de recherche international sur les prisonniers de guerre, dont un premier colloque se tenait à Innsbruck en novembre 1993.

Yves DURAND, Orléans

Sabine FRIEDRICH, Rundfunk und Besatzungsmacht. Organisation, Programm und Hörer des Südwestfunks 1945 bis 1949, Baden-Baden (Nomos) 1991, 309 p. (Südwestfunk Schriftenreihe, Rundfunkgeschichte, 1).

Le système allemand de radiodiffusion est un héritage de l'occupation par les Alliés; chacun dans sa zone en fit un outil de la démocratisation et de la «rééducation» des Allemands, selon des modalités qui dépendaient de paramètres différents selon les zones. La leçon du passé immédiat, où les médias avaient été mis au service de l'endoctrinement nazi, imposait de faire en sorte que l'indépendance vis-à-vis de l'Etat et la garantie du pluralisme soient assurées aux

² Erich MASCHKE (Hg.), Zur Geschichte der deutschen Kriegsgefangenen des Zweiten Weltkrieges; 22 vols., Munich, 1962–1974.

organes de radiodiffusion créés après-guerre. Par ailleurs, les occupants, en particulier français et anglais, ne pouvaient ignorer le rôle de Radio-Londres ni de la BBC comme «support moral» de la résistance à l'ennemi. La conséquence de ces constats dans le cadre de la politique d'occupation peut être formulée ainsi: la radiodiffusion allemande, au service de la démocratisation et de la «rééducation», devait être soumise au contrôle par les occupants, qui intervenaient à tous les niveaux, depuis le recrutement du personnel jusqu'aux programmes, en passant par la mise au point des statuts. Cela supposait que les occupants aient une volonté politique, et que les services compétents au sein des gouvernements militaires soient dotés de pouvoirs et de moyens suffisants. L'étude présentée ici fait apparaître, dans le cas du Südwestfunk (SWF) en Zone française d'occupation (ZFO), un hiatus (déjà observé dans d'autres domaines de la politique culturelle) entre les objectifs affichés par les occupants, ou reconstitués depuis par les historiens, et les faibles moyens dont disposaient les responsables de la Section Radio, dont le travail ne semblait guère intéresser les services centraux du Gouvernement militaire à Baden-Baden, et encore moins Paris. En effet, le Comité général aux affaires allemandes et autrichiennes (CGAAA) attendra 1948 pour jeter les fondements d'un statut pour un établissement de radiodiffusion dont la création avait été décidée dès juin 1945 (l'ordonnance signée De Gaulle figure dans l'ouvrage, en annexe). Comme le territoire attribué à la France ne possédait pas de système de radiodiffusion, il fallut le créer de toutes pièces, sur le plan technique aussi bien qu'administratif, recruter le personnel et mettre au point la programmation. L'enthousiasme et la combativité des «officiers» de la Section radio (retenons les noms de Pierre Ponnelle, Paul Péronnet et Louis Hirn) ne furent pas de trop – ni d'ailleurs toujours suffisants – pour pallier les lenteurs et les résistances d'une administration qui se mettait plus volontiers au service de ce qu'il est convenu d'appeler l'exploitation économique de la zone qu'au service de sa reconstruction. Le SWF est pourtant, avec en particulier l'Université de Mayence, l'un des fleurons de la politique culturelle de la France en Allemagne. (Signalons, dans ce domaine, un anachronisme (p. 28): la création de l'OFAJ et de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg sont présentés comme contemporains – si le second date bien de 1948, le premier est une suite du Traité de l'Élysée de 1963...) La réussite de l'entreprise tient entre autres à ce que des Allemands acceptèrent, malgré les difficultés et les obstacles du moment, d'apporter leur contribution à l'édifice; au-delà des divergences, il y avait en effet convergence entre les occupants et leurs collaborateurs allemands sur les finalités de la radiodiffusion: éduquer les auditeurs à l'esprit critique et à la tolérance, les soutenir dans leur convalescence morale, comme Döblin le tentait dans son émission «Kritik der Zeit».

Sabine Friedrich analyse, à partir des archives du SWF et des Archives de l'occupation à Colmar, l'ensemble des processus impliquant, dans le cadre historique des années 1945 à 1949, les occupants et le SWF: le contrôle et la censure, la mise en place de l'établissement de droit public, les programmes, les personnels, la réception par les auditeurs. Si l'auteur reprend à son compte le point de vue d'une dichotomie entre niveaux de décision (ce que K. D. Henke appelle «Politik der Widersprüche»), elle apporte en même temps force exemples de coopération et montre que la coexistence de pratiques contradictoires (le contrôle coexistant avec la tolérance, voire le libéralisme) donne au secteur étudié son caractère propre. Grâce à ce travail sur un sujet jusqu'alors encore peu traité, la recherche sur la ZFO peut maintenant considérer comme défriché le terrain des pratiques médiatiques des Français dans leur zone, et avancer vers une synthèse de leur politique culturelle.

Monique MOMBERT, Strasbourg